

« Nettoyage ethnique » du Moyen-Orient : le tour du Liban serait-il arrivé ?

Fady NOUN, pour asianews, 5 août 2014

Des combats sont engagés depuis samedi, à la frontière Est du Liban, entre l'armée et plusieurs groupes jihadistes relevant notamment du Front el-Nosra et de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL). La bataille est centrée sur le bourg sunnite de Arsal, limitrophe du massif de Qalamoun que se disputent depuis des mois l'armée syrienne, aidée par le Hezbollah et les rebelles islamistes takfiris. La ville est stratégique pour les islamistes, car elle leur sert de base arrière où ils peuvent trouver du ravitaillement et faire soigner ou hospitaliser leurs blessés, surtout après la perte de quelques unes de leurs positions. Elle l'est d'autant plus qu'elle abrite près de 150.000 réfugiés syriens, et que cette masse humaine est une cachette parfaite pour eux.

La bataille a été déclenchée par les jihadistes eux-mêmes, qui ont investi samedi les rues de la ville, ont pris en otages une vingtaine de membres des Forces de sécurité intérieure qui s'y trouvaient, exécuté des hommes qui tentaient de prendre leur défense, et ouvert les hostilités en direction des postes de l'armée positionnée aux abords de la ville. Résultat premier : une vingtaine de « disparus » de la troupe, une quinzaine de tués dans les rangs de l'armée et près de 90 blessés. Un bilan particulièrement lourd, en trois jours de combats.

C'est l'arrestation d'un des chefs d'Al-Nosra, Imad Jomaa, à un barrage de l'armée, qui semble avoir mis le feu aux lourdes. Jomaa, chef d'une brigade dite « Liwa fajr el-islam » qui s'est illustrée à Homs, a fait successivement allégeance au Front al-Nosra d'abord,, puis à l'Etat islamique. Toutefois, le commandant de l'armée, le général Jean Kahwagi, assure que les insurgés allaient exécuter leur plan tôt, ou tard, et que l'armée les a ainsi pris de vitesse. Une affirmation qui paraît contestable, compte tenu de l'effet de surprise dont ont bénéficié les jihadistes et des pertes infligées à la troupe. Affirmation contestable aussi au regard des nombreux appels lancés en vain à l'armée, lui demandant de verrouiller les frontières dans ce secteur.

Notons que c'est de l'intérieur des camps entourant Arsal que le plus gros des combattants ont surgi et ont investi la ville, désormais sous leur contrôle. Celle-ci est située dans un vallon entouré de montagnes de toutes parts, y compris du côté de l'intérieur libanais. L'armée a entrepris, depuis dimanche, de reprendre le contrôle des hauteurs surplombant la bourgade et de certains vallons qui y conduisent, à partir de la Syrie. Toutefois, cette mission n'est pas facile, car la guerre que livrent les jihadistes n'est pas une guerre de position, mais une guérilla, dans laquelle certains font preuve d'un grand professionnalisme. En outre, les combattants islamistes semblent être en surnombre – on parle de plusieurs milliers de combattants-, quoique ne disposant ni de blindés, ni de la puissance de feu de l'armée libanaise. Ce qui entrave aussi l'action de l'armée, c'est la présence à Arsal de la population libanaise. En effet, après un premier mouvement d'exode de la population, les jihadistes d'Arshal ont verrouillé la sorties d'Arshal ont empêché la population de fuir, ouvrant le feu sur ceux qui refusaient d'obtempérer et, dans un cas, brûlant leur voiture. Or, pour la troupe, il est hors de question d'adopter la stratégie de la

terre brûlée, tant que la population civile libanaise sera prise en otage par les jihadistes. Seules quelques positions avancées à la périphérie de la ville, sont visées par l'artillerie,

Une mission d'apaisement a été entreprise par un groupe de cheikhs et d'ulémas salafistes libanais, laissant un peu d'espace à une solution politique, plutôt que militaire, de la crise, mais ses chances de réussite sont faibles, en partie en raison des divergences entre les groupes qui contrôlent Aarsal. De plus, il est hors de question que la troupe, appuyée fermement par une déclaration gouvernementale musclée, en arrive à un quelconque compromis avec l'EIIL et le Front al-Nosra. En 2007 à Nahr el-Bared (Nord de Tripoli) et en 2013 à Abra (Est de Saïda), des insurrections islamistes avaient été écrasées dans le sang. Pas de compromis possible avec le terrorisme, a réaffirmé lundi, à l'unanimité de ses membres, le gouvernement de Tammam Salam.

Les combats à la frontière ont provoqué une vive tension dans certaines des régions du Liban à prédominance sunnite. A Tripoli, des éléments armés ont ouvert le feu mardi sur un bus transportant des militaires, faisant 8 blessés, dont un officier grièvement atteint. Toutefois, l'incident n'a pas eu de suites et les activités de la ville se sont poursuivies plus ou moins normalement.

Dans la classe politique, la confrontation actuelle est jugée comme étant « existentielle », au regard des crimes commis par l'Etat islamique sur toute l'étendue des régions qu'il contrôle, et en particulier à Mossoul, dont les chrétiens ont été expulsés. Le groupe est notamment perçu comme l'instrument d'un vaste échange de populations visant à la création de régions homogènes sur le plan religieux ou ethnique, un principe en contradiction totale avec le pluralisme qui fait la richesse du Liban, et dont le monde arabe commence à découvrir la valeur irremplaçable.

Dans les milieux diplomatiques, on suit avec appréhension ce qui se passe à Aarsal, « point de fixation » actuel de la guerre que se livrent, à l'échelle du monde arabe, les grands axes chiïtes et sunnites. « Après la Syrie et l'Irak, le tour du Liban serait-il arrivé ? », s'interroge avec angoisse la population, qui croyait que le Liban disposait d'une protection spéciale. Est-on en présence d'un épisode passager, ou d'un front durable ? Le recul manque pour en juger.

Pour jouir à nouveau de leur sécurité, les Libanais s'interrogent à nouveau sur le prix politique qu'ils devront payer, notamment en niveau de la présidence de la République. Les milieux pro-iraniens critiquent l'Arabie saoudite, l'accusant de ne pas avoir tenu son engagement de fournir à l'armée de nouveaux équipements à hauteur de 3 milliards de dollars. A quoi les observateurs répondent en se demandant à quel gouvernement, et à quel président ces armes seront-elles livrées, dans un pays où la lutte pour le pouvoir est à son comble entre le 14 Mars pro-occidental et le 8 Mars, strictement aligné sur l'axe syro-iranien, et qui est sans président depuis deux mois en raison de ce clivage irréductible.

Fady Noun, Beyrouth, le 5 août 2014